

Fusion ANPE-Assedic: premier jour pour Pôle emploi, première grève

PARIS (AFP) - Pôle emploi, qui regroupe désormais l'ANPE et les Assedic, a connu lundi une première journée d'exercice agitée avec une grève à l'appel des principaux syndicats, alors que les chômeurs affluent avec la crise et que le personnel n'est pas encore formé à ses nouvelles tâches.



Le secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, Laurent Wauquier, le 2 décembre 2008 dans une Agence locale pour l'emploi (ALE) à Marseille (© AFP/Archives - Gérard Julien)

Résultat d'une promesse de campagne de Nicolas Sarkozy, Pôle emploi, né juridiquement le 19 décembre mais entré en scène lundi, est chargé du placement, de l'indemnisation et du contrôle des chômeurs. Sur 1.600 sites, 40 arboraient lundi les nouveaux noms et logo.

Les usagers ont pour l'instant accès à un numéro de téléphone unique (39 49) et au site internet www.pole-emploi.fr. Le reste des modifications censées simplifier et améliorer le service rendu aux chômeurs (guichets et référents uniques, etc.) et aux entreprises doit s'étaler sur l'année.

En cette journée inaugurale, 18,9% du personnel, selon la direction, était en grève à l'appel de cinq syndicats (SNU, CGT, FO, Snap, Sud).

L'un des principaux syndicats, le SNU, a fait état de 15% de grévistes sur les ex-sites Assedic et 30% chez les ex-ANPE.

La grève est "relativement peu suivie", a commenté le directeur général de Pôle emploi Christian Charpy après un entretien avec le Premier ministre François Fillon, y voyant la preuve que "les gens de Pôle emploi croient à cette réforme et ont envie d'avancer".

Evoquant "134 ex-ANPE et 36 ex-Assedic fermées", Noël Daucé (SNU) a jugé le niveau de mobilisation "significatif".

La dernière grève commune ANPE-Assedic contre cette fusion, fin novembre, avait mobilisé 60% des 14.000 salariés des Assedic et 25% des 30.000 de l'ANPE.

Le 1er décembre 2008, 48% des agents de l'ANPE avaient fait grève à l'appel de leurs huit syndicats, selon la direction.

Les syndicats dénoncent une mise en oeuvre "à marche forcée" de la fusion. Une autre journée de grève est prévue jeudi à l'appel cette fois des huit syndicats, dont CFDT, CFE-CGC et Unsa.

Aux yeux du SNU, "le service rendu aux usagers se dégrade alors que les inscriptions au chômage sont massives et que 60.000 dossiers restent en souffrance".

Pour Sud Emploi, "la +vitrine enchantée+ cache une +arrière-boutique+ peu reluisante: métiers du conseil et de l'indemnisation bradés, accroissement inouï de la précarité des personnels, disparités salariales, dégradation des conditions de travail, sous-effectifs...".

"Les chiffres du chômage sont préoccupants pour notre charge de travail mais j'ai le sentiment qu'en fusionnant les équipes, on est plus armé pour tenir le choc qu'en 1993-94", a estimé M. Charpy ce week-end.

Les syndicats jugent aussi insuffisante la formation des personnels appelés à plus de polyvalence.

Ce week-end, M. Charpy a reconnu que "quelques centaines de personnes ont été formées en décembre" mais "les programmes se mettront en place de manière très intensive en janvier, février, mars".

"On aura quatre jours pour acquérir la formation Assedic, savoir calculer les droits", s'est exclamé Stéphane, un ex-conseiller ANPE, venu manifester lundi devant le siège provisoire de Pôle emploi à Paris avec une cinquantaine de salariés franciliens.

Pour ce syndiqué CGT de 50 ans, le conseiller unique n'a pas que du bon. "Si on représente aussi le payeur de l'allocation, la relation ne sera plus la même, la confiance ne sera plus là".

"Mon métier, c'est l'inscription, l'indemnisation. Demain, ils veulent qu'on fasse du reclassement... mais il n'y a pas d'offres avec la crise. On va devenir des flics de chômeurs", a critiqué Caroline Froger, 36 ans, issue d'une Assedic.